

Programme

13 octobre 2009 : Les politiques culturelles publiques

- 8h45 Accueil
- 9h30 Ouverture du colloque par Monsieur Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication
Introductions d'Elie Barnavi et de Maryvonne de Saint Pulgent
- 10h00 Leçon inaugurale : Antoine Compagnon
- Présidence de Jack Lang
- 10h30 Communication introductive : Pierre-Michel Menger
- 11h00 **Table ronde 1 : « Les différents modèles de politiques culturelles : un exercice comparatiste », animée par Emmanuel Laurentin**
- Intervenants de la table ronde :
Liz Forgan [Royaume-Uni], présidente de l'Arts Council England
Jan-Hendrick Olbertz [Allemagne], ministre des Affaires culturelles et de l'Éducation du Land de Saxe-Anhalt
Jacques Rigaud [France], conseiller d'État honoraire, ancien directeur de cabinet de Jacques Duhamel
Ivaylo Znepolski [Bulgarie], directeur de la Maison des sciences de l'Homme et de la Société à Sofia
- Les politiques culturelles diffèrent d'un pays à l'autre, ne serait-ce que parce qu'il existe différents systèmes politiques : États fédérés ou unitaires, systèmes de pouvoir centralisés ou décentralisés. Différentes formes d'organisation des services publics : gestion directe, délégation de compétences à des organismes ou agences quasi-autonomes ou encore au secteur privé. Et des positions doctrinales opposées sur la question de l'intervention publique dans la culture, de l'abstentionnisme à l'interventionnisme.*
- La politique culturelle française est le résultat d'une histoire qui attribue à l'État central une responsabilité et un devoir d'action en faveur de la culture et de sa diffusion. La France a-t-elle été pionnière et les autres États ont-ils suivi ? Ou au contraire a-t-elle été un exemple à ne pas suivre ? Y a-t-il un ou des modèles, ou pas de modèle du tout ?*
- 13h00 Pause déjeuner
- Présidence de Jacques Toubon
- 14h30 Communication introductive : Jean-François Chougnat
- 15h00 **Table ronde 2 : « La construction de l'Europe suppose-t-elle une politique culturelle commune ? », animée par Brice Couturier**
- Intervenants de la table ronde :
Christine Albanel [France], ancien ministre de la culture et de la communication
Jérôme Clément [France], président d'Arte France
Erik Orsenna, de l'Académie française [France], écrivain
Patricia Rawlings [Royaume-Uni], ancien député européen
Waldemar Dabrowski [Pologne], directeur général de l'Opéra de Varsovie, ancien ministre de la culture
- Les politiques culturelles peuvent plus difficilement se concevoir à l'intérieur des frontières étatiques, compte tenu de la mondialisation culturelle et, en Europe, du nombre croissant de normes ou d'accords communautaires qui s'appliquent au secteur culturel. Comment l'élargissement de l'Union européenne, l'accroissement de ses compétences et la crise institutionnelle qu'elle traverse se répercutent-ils sur les politiques culturelles nationales ? Peut-on concevoir une culture européenne commune, et dans quelles limites ? Faut-il concevoir une politique culturelle commune des États membres et comment ? En engageant la convergence des politiques étatiques ? En promouvant des programmes communs spécifiques ? Et comment concilier une politique commune avec l'objectif de « diversité culturelle » inscrit dans la Convention de l'UNESCO ? Quelle place tient la question de la langue dans ce débat ? Y a-t-il des alternatives ? Favoriser des coopérations volontaires multilatérales (par exemple, des aides à la mobilité, un Fonds européen de création artistique...) ; renforcer les cadres d'action communs (législation sociale et fiscale, protection du droit d'auteur...) ; promouvoir une politique culturelle extérieure commune aux États européens...*

Programme

16h30 Table ronde 3 : « Aide à la création : par qui et comment ? », animée par Philippe Meyer

Intervenants de la table ronde :

Çelenk Bafra [Turquie], ancienne directrice de la Biennale d'Arts visuels d'Istanbul
Jérôme Deschamps [France], directeur du Théâtre national de l'Opéra Comique
Bernard Foccroulle [Belgique], directeur du Festival lyrique d'Aix-en-Provence
Marin Karmitz [France], délégué général du Conseil de la création artistique
Thomas Ostermeier [Allemagne], metteur en scène allemand, directeur artistique de la Schaubühne de Berlin
Jean-Jack Queyranne [France], président du conseil régional de Rhône-Alpes, ancien ministre
André Schiffrin [Etats-Unis], directeur de la Maison d'édition New-Yorkaise "The New Press"

Le soutien à la création est le sujet qui différencie le plus les politiques publiques. Chaque État a mis en place ses modalités d'aides :

- direct (France, Belgique) ou indirect (Royaume-Uni),
- centralisé (France) ou décentralisé (Allemagne, Italie, Espagne),
- automatique ou sélectif (cas du cinéma),
- par l'institution publique ou le marché (cas de l'art contemporain),
- par la subvention ou par la réglementation (cas du livre et du spectacle)...

Le « sort » fait au « créateur » est très différent selon les disciplines artistiques et leur système économique : audiovisuel, spectacle vivant, arts visuels, métiers d'art, littérature.

Les dispositifs de soutien à la création sont souvent très contestés dans leurs effets (crise de l'intermittence en France) et dans leurs choix (thématique de l'art officiel). Quelles sont les pistes de réformes ?

18h30 Fin de la première journée

14 octobre 2009 : Le patrimoine

8h45 Accueil

Présidence de Jean-Philippe Lecat

9h30 Communication introductive : Pierre Nora

10h00 Table ronde 1 : « Le champ du patrimoine a-t-il des limites ? », animée par Jean Lebrun

Intervenants de la table ronde :

Bernard Ardura [Vatican], secrétaire du Conseil pontifical de la culture
Gérald Grandmont [Québec], ancien sous-ministre adjoint au ministère de la culture et des communications du Québec
Jacques Hainard [Suisse], ancien directeur du Musée d'ethnographie de Genève
Hisanori Isomura [Japon], ancien président de la Maison de la culture du Japon à Paris, ancien directeur de la NHK (société de radio et télévision japonaise)
Michel Melot [France], conservateur général honoraire des bibliothèques

Depuis son « invention » par André Chastel dans les années 70, le patrimoine semble s'accroître indéfiniment, et avec lui le périmètre de l'intervention publique : on parle aujourd'hui de patrimoine immatériel, de patrimoine contemporain, etc....

Comment interpréter ce phénomène ? Quelle est la place de la demande sociale et que révèle-t-elle ? Que demande-t-on aux pouvoirs publics ? Un phénomène comparable est-il à l'œuvre dans les autres pays ? Partant d'une définition des patrimoines au sens large, quelle est l'autorité d'où émane la consécration patrimoniale ? Qui propose ? Qui décide ? Est-ce l'expert, l' élu, le militant ou l'administration ? Quel est le niveau de décision : État, région, ville ? Quelles en sont les conséquences ? Quelle place laisse-t-on à la demande et à l'avis du public ?

Programme

11h30 Table ronde 2 : « Valeur du patrimoine et développement durable », animée par Julie Clarini

Intervenants de la table ronde :

Aziza Bennani [Maroc], ambassadeur et délégué permanent du Royaume du Maroc auprès de l'UNESCO

Finn Geipel [Allemagne], architecte

Bendik Rugaas [Norvège], ancien ministre du plan, conseiller principal au ministère de la culture et des affaires ecclésiastiques

Freddy Thielemans [Belgique], bourgmestre de la ville de Bruxelles

La pluralité et la préservation des patrimoines s'inscrivent dans une démarche de développement durable, puisque la démarche patrimoniale privilégie la restauration de l'existant plutôt que sa reconstruction, l'emploi de matériaux anciens et éprouvés par le temps, la transmission de techniques traditionnelles. Cependant les divergences existent aussi et peuvent même l'emporter sur les convergences : normes du développement durable en matière d'énergie opposées aux réalités du bâti ancien, pollution du paysage par les éoliennes... En règle générale, écologistes et patrimoniaux s'ignorent réciproquement, du moins en France. Est-ce justifié et surtout pertinent ?

La question de l'hyper-fréquentation de certains sites patrimoniaux entraînée par le tourisme de masse doit aussi être reposée, à l'heure où de nouvelles aires géographiques très peuplées (Asie, Inde...) accèdent au voyage intercontinental.

13h00 Pause déjeuner

Présidence de Catherine Tasca

14h30 Communication introductive : Krzysztof Pomian

15h00 Table ronde 3 : « Patrimoine et identités collectives », animée par François Chaslin

Intervenants de la table ronde :

Jacques Toubon [France], président du conseil d'orientation de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, ancien ministre de la culture et de la francophonie

Alexandre Defay [France], géographe et ancien conseiller culturel, scientifique et de coopération près de l'ambassade de France, en Irlande, en Israël et en Suède

Hans Ottomeyer [Allemagne], historien d'art et président de la Fondation du Musée Historique de Berlin (Deutsches Historisches Museum)

Vaira Vike-Freiberga [Lettonie], ancienne présidente de la Lettonie

La demande croissante de patrimoine a-t-elle un lien avec la quête d'identité et quels mécanismes de reconnaissance et d'adhésion identitaires met-elle alors en jeu ? L'exemple des deux institutions que la France a consacrées récemment au patrimoine de l'immigration : la Cité nationale de l'histoire de l'immigration et le Musée de la civilisation méditerranéenne. L'identité linguistique minoritaire est-elle susceptible d'être traitée par ce biais ? Comment s'approprie collectivement et se traite le patrimoine lorsqu'il est ou a été au centre de tensions ou de conflits armés : patrimoine des régions autonomistes, patrimoine des Balkans, patrimoines coloniaux, patrimoine des premiers occupants (Indiens du continent américain, Aborigènes australiens) ? Le patrimoine est-il un facteur d'apaisement ou d'exacerbation des malaises identitaires ?

16h30 Table ronde 4 : « Patrimoine européen, patrimoine méditerranéen », animée par Dominique Rousset

Intervenants de la table ronde :

Michel Colardelle [France], conservateur général du patrimoine

Abdelaziz Daoulatti [Tunisie], historien de l'art et archéologue

Predrag Matvejevic [Croatie], écrivain

Walter Veltroni [Italie], ancien ministre des biens culturels et ancien maire de Rome

Le patrimoine est un élément de mémoire et un élément de compréhension mutuelle, d'abord de cohésion entre les personnes qui vivent dans un même lieu, mais également de compréhension mutuelle entre les diverses communautés qui occupent l'espace européen ou d'autres espaces pertinents comme les pays riverains de la Méditerranée. Quel est le sens, la valeur de ce patrimoine dans les relations intercommunautaires ou inter-étatiques ? A qui appartient ce patrimoine et qui s'y reconnaît ? Y a-t-il un patrimoine de l'Europe ? Qui le définit, selon quel processus et pour quoi en faire ? Que penser du label « Patrimoine européen » ?

18h30 Fin de la deuxième journée

Programme

15 octobre 2009 : Les industries culturelles

8h45 Accueil

Présidence de Renaud Donnedieu de Vabres

9h30 Communication introductive : Jean-Noël Jeanneney

10h00 **Table ronde 1 : « Les industries culturelles à l'heure des bouleversements technologiques », animée par Sylvain Bourmeau**

Intervenants de la table ronde :

Pierre-Jean Benghozi [France], directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Antoine Gallimard [France], président-directeur général des Editions Gallimard

Nathalie Kosciusko-Morizet [France], secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique

Christine Ockrent [France], directrice générale déléguée de l'Audiovisuel Extérieur de la France

Alison Smale [Royaume-Uni], directrice de la rédaction européenne de l'International Herald Tribune

Nées des progrès techniques de la fin du XIX^e siècle, qui ont donné le cinéma, la radio, la télévision et le disque, le livre et la presse étant issus de mutations techniques antérieures, les industries culturelles affrontent depuis la fin du XX^e siècle les conséquences des révolutions techniques de l'informatique, du numérique et du laser, qui permettent d'effectuer sur une grande échelle la reproduction dématérialisée de presque tous les types d'œuvres sur des fichiers électroniques téléchargeables, de les transmettre et de les échanger sur des terminaux situés à n'importe quelle distance du lieu d'émission puis de les re-matérialiser sur un support individuel adéquat. De ces révolutions naissent de nouveaux médias qui permettent la communication directe entre l'artiste et son public et de nouveaux types d'œuvres mélangeant sons, images, textes, virtuel et réel. La rapidité et l'ampleur de ces mutations déstabilisent le modèle économique des industries culturelles en remettant en cause leur mode de distribution, et compliquent les stratégies industrielles et la tâche régulatrice des États. Elles remettent aussi en question les règles de la propriété intellectuelle.

11h30 **Table ronde 2 : « Industries culturelles et diffusion de la création : des relations nécessairement conflictuelles ? », animée par Frédéric Martel**

Intervenants de la table ronde :

Françoise Benhamou [France], économiste et professeur à l'Université de Paris-XIII

Denis Olivennes [France], directeur de la publication et président du directoire Le Nouvel Observateur

Nicolas Seydoux [France], président du Conseil de surveillance de Gaumont

André Versaille [Belgique], directeur de la maison d'édition "André Versaille"

Comme naguère la radio et le disque, qu'on soupçonnait de menacer le concert, puis le cinéma, accusé de concurrencer le théâtre avant que son règne soit à son tour miné par l'avènement de la télévision, les nouvelles industries culturelles sont souvent perçues comme des ennemies de la création. La logique marchande qui est au cœur de leur modèle économique est-elle radicalement opposée aux valeurs du monde de l'art et de la culture ? Dans quelle mesure contribuent-elles à l'inverse à l'émergence de nouveaux modes d'expression artistique et à de nouvelles disciplines créatrices ? Peut-on créer les conditions d'un enrichissement du champ de l'art par les industries culturelles, et si oui, comment ?

13h00 Pause déjeuner

Programme

Présidence de Hubert Védrine

14h30 Communication introductive : Jacques Revel

15h00 **Table ronde 3 : « La production culturelle entre l'Etat, l'Europe et la Région », animée par Arnaud Laporte**

Intervenants de la table ronde :

Iñaki Azkuna-Urreta [Espagne], maire de Bilbao

Luc Dardenne [Belgique], réalisateur de cinéma

Volker Hassemer [Allemagne], initiateur de la Conférence européenne « A soul for Europe »

Christian Troadec [France], maire de Carhaix-Plouguer et président du festival « Les Vieilles Charrues »

Cette table ronde est l'occasion de débattre de la « décentralisation » culturelle, mais aussi du rôle grandissant de la Commission européenne à travers le contrôle de la concurrence sur les marchés de la culture et de la communication et la notion de « marché pertinent ».

16h45 Conclusion

Goût du jour, bon goût et diversité culturelle : Elie Barnavi

18h00 Fin du colloque

Christine Albanel

Ancien ministre de la Culture et de la Communication (2007-2009). Conseiller d'Etat. Agrégée de Lettres modernes, elle a exercé successivement les fonctions de chargée de presse au Secrétariat général de la Présidence de la République (1979-81); chargée de mission auprès du directeur de l'information et de la communication de la Mairie de Paris (1982-86); chargée de mission au cabinet du Premier Ministre (1986-88); directrice adjointe à la Mairie de Paris (1988-95); conseiller technique (1995-97) puis conseiller pour l'Éducation et la Culture (1997-2000) auprès du Président de la République. Elle a ensuite été Présidente de l'Etablissement public du Musée et du domaine national de Versailles (2003-2007) et conseiller régional d'Ile-de-France (1986-92 et 1998-2004). Elle est membre du Conseil d'analyse de la société depuis 2004. Elle est l'auteur de plusieurs pièces de théâtre, d'un roman et de plusieurs préfaces d'ouvrages collectifs.

Bernard Ardura

Bernard Ardura, docteur en théologie et docteur en histoire, est né à Bordeaux (France) en 1948. Prêtre depuis 1972, il a enseigné la théologie et l'histoire, en France, de 1976 à 1987. Il a publié de nombreux ouvrages et articles d'histoire et de culture, notamment sur l'histoire religieuse de la France aux XVI^e et XIX^e siècles, et sur les rapports entre foi chrétienne et culture. En fonction au Conseil Pontifical de la Culture depuis 1989, il en est le secrétaire général depuis 1997. Depuis la même année, il est consultant du Conseil Pontifical pour le Dialogue Interreligieux. Il a participé à diverses Conférences Générales de l'UNESCO et a représenté le Saint-Siège auprès du Comité de la Culture du Conseil de l'Europe à Strasbourg entre 1989 et 2002. Depuis 2005, il est administrateur de la Fondation des Pieux Établissements de la France à Rome et à Lorette et de son patrimoine.

Jacques Attali

Conseiller d'Etat honoraire, diplômé de l'Ecole Polytechnique, de l'Ecole des Mines, de l'Institut d'Etudes politique et de l'Ecole nationale d'Administration, il est professeur, écrivain et fut conseiller spécial auprès du président de la République (1981-1991) puis fondateur et premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de 1991 à 1993 (BERD), il dirige actuellement PlaNet Finance et a présidé la Commission pour la libération de la croissance française (2008). Il a publié de nombreux essais et romans.

Iñaki Azkuna-Urreta

Titulaire d'un doctorat «cum laude» (1971) et diplômé en médecine et chirurgie en 1976, il est assistant étranger à l'Hôpital Broussais, de l'Université de Paris en 1971-1972. Il est spécialisé en radiologie et cardiologie. En 1982, il est nommé directeur d'Hôpitaux du Gouvernement Basque puis de 1983 à 1987, il est Directeur Général d'Osakidetza. De juillet 1989 à février 1991, il occupe la fonction de Conseiller - Secrétaire de la Présidence du Gouvernement Basque, puis de 1991 à mai 1999, il est Conseiller de Santé du Gouvernement Basque. Il a été élu maire de Bilbao en 1999, fonction qu'il exerce encore à ce jour.

Çelenk Bafra

Ancienne directrice de la Biennale d'Istanbul (2004-2008). Elle a mené des études de sciences politiques, d'administration publique et d'Histoire culturelle et intellectuelle turque. Entre 2000 et 2004, elle a été coordonnatrice de la Biennale d'Istanbul, de l'Istanbul Jazz Festival et du Festival du Film d'Istanbul (organisés par l'Istanbul Foundation for Culture and Arts - IKSU). Elle a été nommée coordinatrice artistique pour des projets d'art contemporain dans le cadre de la « Saison de la Turquie en France » (Juillet 2009 - Mars 2010), co-organisée par IKSU et CulturesFrance. Elle est conseillère pour le « Pavillon de la Turquie » à la Biennale de Venise et contribue à plusieurs revues d'art et de projets sur les arts visuels et la culture en Europe.

Élie Barnavi

Élie Barnavi est un historien israélien né en 1946. Spécialiste du XVI^e siècle français et européen, notamment des guerres de religions, il est professeur émérite d'histoire de l'Occident moderne à l'Université de Tel-Aviv. Il a été ambassadeur d'Israël en France de 2000 à 2002. Il est actuellement Conseiller scientifique auprès du Musée de l'Europe à Bruxelles. Parmi ses publications récentes, citons *Les Religions meurtrières* (Flammarion), *Jean Frydman, tableaux d'une vie pour servir à l'histoire de notre temps* (Le Seuil), *La Révolution européenne, 1945-2007* (avec Krzysztof Pomian, chez Perrin), *L'Europe frigide* (André Versaille éditeur) et *Aujourd'hui, ou peut-être jamais. Pour une paix américaine au Proche-Orient* (André Versaille éditeur).

Biographies

Pierre-Jean Benghozi

Pierre-Jean Benghozi est directeur de recherche au Centre National de la Recherche scientifique. Il dirige le Pôle de Recherche en Economie et Gestion à l'Ecole Polytechnique (Paris) et y est en charge de la Chaire « Innovation et Régulation des services numériques ». Il est également le Chairman de l'Association Internationale pour le Management des Arts et de la Culture regroupant des spécialistes académiques de plus de 50 pays. P.-J. Benghozi a développé en précurseur, depuis de nombreuses années un programme de recherche au croisement des industries de la culture et des technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Ses projets de recherche actuels portent plus spécifiquement sur le développement et l'usage des TIC dans les grandes organisations, la structuration des chaînes de valeur et des nouveaux modèles d'affaires associés aux marchés de l'Internet, notamment dans les industries créatives. Il publie régulièrement sur ces questions en français et en anglais, enseigne dans plusieurs grandes universités parisiennes et étrangères et intervient comme expert auprès d'administrations publiques et d'entreprises privées.

Françoise Benhamou

Françoise Benhamou est économiste, professeur à l'université Paris 13, chercheur au CEPN (Centre d'Economie Paris Nord). Elle est vice-Présidente de l'université de Paris 13, chargée des relations internationales. Parmi diverses fonctions, elle est membre du Cercle des Economistes, du Conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine, du bureau exécutif de l'ACEI (Association for Cultural Economics International). Elle fait partie du Comité de rédaction de la revue *Esprit*. Elle est membre du Conseil d'orientation de la fondation Jean Jaurès et du Conseil du Livre. Elle est également vice-Présidente du Comité consultatif des programmes de la chaîne ARTE et l'auteur d'une chronique hebdomadaire sur France Culture. Elle a récemment publié *Les dérèglements de l'exception culturelle* (Paris, Le Seuil, 2006) et *Livre numérique. Ni tout à fait le même, ni tout à fait un autre* (*Esprit*, mars-avril 2009, pp. 73-85).

Aziza Bennani

Titulaire d'un doctorat de l'Université Mohamed V de Rabat et d'un doctorat d'Etat ès Lettres en Littérature hispano-américaine de l'Université Paris X, elle est professeur à l'Université Mohamed V de Rabat depuis 1968 où elle a dirigé le Département d'Etudes Hispaniques. Après avoir été Doyenne de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Mohammedia, elle a été nommée Haut Commissaire aux Personnes handicapées, tout en étant Ministre de la Culture. Ambassadeur-Déléguée Permanente du Maroc auprès de l'Unesco depuis 1999, elle a été membre de plusieurs Comités et Commissions de l'Unesco et a présidé le Conseil Exécutif (2001-2003). Elle a été membre du jury international pour la Proclamation des chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel, membre de Groupe d'experts pour l'élaboration de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et pour la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Elle a été conseillère auprès du Groupe de Haut Niveau des Nations Unies pour l'Alliance des Civilisations et a présidé la XVI^e Assemblée générale des Etats parties à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel et enfin Présidente du Jury du Prix Mohammed VI d'Architecture pour l'Habitat Social et membre du Grand Prix Hassan II de l'eau.

Sylvain Bourmeau

Journaliste français, il a été directeur adjoint des Inrockuptibles et a participé en mars 2008 au lancement de Mediapart, un journal d'information généraliste en ligne. Il est également producteur à la radio de l'émission d'actualité des sciences humaines et sociales « La Suite dans les Idées » sur France Culture depuis 1996. Il a également participé à « Esprits libres » l'émission culturelle de Guillaume Durand sur France 2 et à « N'ayons pas peur des mots », une émission de débats contradictoires animée par Samuel Étienne sur la chaîne d'information en continu, l'ité.

François Chaslin

Il est architecte et critique, professeur à l'école d'Architecture de Lille. Il a été rédacteur en chef de l'Architecture d'Aujourd'hui (1987-1994), des Cahiers de la recherche architecturale et de Macadam, et rédacteur en chef adjoint de Techniques et Architecture. Il a collaboré au Monde, au Nouvel Observateur et à Libération ainsi qu'à de nombreuses publications dans divers pays. Il a été directeur des expositions et du département Diffusion de l'Institut français d'Architecture (1980-1987) et chargé de mission au Service de la recherche de la direction de l'Architecture. Il produit à France Culture les émissions « Question d'Epoque » et « Métropolitains ».

Jean-François Chougnnet

Diplômé de Sciences Po Paris et ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, Jean-François Chougnnet est historien, agrégé d'histoire. Il a occupé des responsabilités administratives au Musée national d'art moderne (Centre Pompidou), à la Réunion des musées nationaux et à l'Etablissement public du parc et de la grande halle de la Villette. Commissaire général de « Brésil, Brésils », année du Brésil en France (2005), il est aujourd'hui directeur du Museu Coleção Berardo, musée d'art moderne et d'art contemporain de Lisbonne depuis 2007. Il a publié de nombreux articles et interventions sur le financement de la culture.

Julie Clarini

Agrégée de lettres classiques, Julie Clarini est journaliste et productrice à France Culture depuis 1997. De 2003 à 2006, elle anime « Science Culture », un magazine hebdomadaire consacré aux sciences et à leur inscription dans la société. Depuis décembre 2006, elle est, avec Brice Couturier, productrice de l'émission « Du grain à moudre ».

Jérôme Clément

Ancien élève de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole Nationale d'Administration, il débute sa carrière au ministère de la culture (service de l'Architecture et du Budget) puis il est nommé Conseiller culturel et scientifique à l'Ambassade de France en Egypte. En 1981, il intègre le Cabinet du Premier Ministre Pierre Mauroy comme conseiller chargé de la culture, des relations culturelles internationales et de la communication. Il devient en 1984, Directeur général du Centre National de la Cinématographie, devient président du directoire de la Sept (1989) puis participe à la création d'ARTE en 1991 dont il assure toujours la présidence. Il fut parallèlement Directeur général de la Cinquième chaîne (1997-2000). Jérôme Clément est par ailleurs administrateur de plusieurs entreprises à caractère culturel (Orchestre de Paris, Théâtre du Châtelet...), membre du Sénat de la Deutsche Nationalstiftung et conseiller municipal de Clamart.

Michel Colardelle

Conservateur général du Patrimoine, docteur en archéologie médiévale, Michel Colardelle fut le fondateur et le directeur du Centre d'Archéologie Historique des Musées de Grenoble et de l'Isère et du laboratoire ARC Nucléart, spécialisé dans la conservation des objets de matière organique (1976-1984) ; conseiller technique au Cabinet du Ministre de la Culture chargé des musées et des arts plastiques (1984-1986) puis du Patrimoine et des Archives (1988-1989) ; directeur de la Caisse nationale des Monuments historiques et des sites (1989-1991) ; président du Centre archéologique européen de Bibracte-Mont Beuvray (1991-1995) et directeur du Cabinet du Ministre de la Jeunesse et des Sports (1991-93). Il est co-directeur des fouilles archéologiques subaquatiques médiévales du lac de Paladru (près de Grenoble) depuis 1972. Directeur depuis 1996 du Musée national des Arts et Traditions Populaires (Paris) devenu Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MUCEM, Marseille). Il est professeur de muséographie à l'Ecole du Louvre et est l'auteur de nombreux articles, livres et catalogues d'expositions dans les domaines de l'archéologie médiévale et de la muséologie.

Antoine Compagnon

Professeur au Collège de France (2006), historien de la littérature française, ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur des Ponts et Chaussées et docteur ès lettres. Il a été maître de conférences à l'Ecole polytechnique (1978-1985), professeur à l'Institut français du Royaume-Uni (1980-1981), professeur à l'Université de Pennsylvanie (1986 et 1990), à l'Université du Maine (1989-1990) et à l'Université de Paris-Sorbonne (1994-2006). Il est depuis 1985 professeur à l'Université de Columbia, New York. Il est également membre de différents conseils et associations (American Academy of Arts and Sciences ; Academia Europaea ; Association internationale des études françaises ; Conseil national des universités, 1999-2003 ; Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, 2002 ; Conseil supérieur de l'éducation, 2003 ; Conseil scientifique de l'Université de Paris-Sorbonne, 2005-2006). Depuis 2006, il est membre du Haut Conseil de l'éducation.

Brice Couturier

Il est producteur de radio et écrivain français. Il a été membre de la rédaction de la revue Autrement et anime plusieurs émissions sur Radio Nova. Co-fondateur du magazine Globe, il en a été rédacteur en chef. Il a été maître de conférences associé au Centre Hannah Arendt de géopolitique européenne à l'Université de Marne-la-Vallée de 2001 à 2008. A France Culture en 2002, il anime une émission de débats « Contre-Expertise ». Depuis décembre 2006, il est le producteur de l'émission de France Culture « Du grain à moudre », avec Julie Clarini. Brice Couturier appartient au comité de rédaction de la revue *Le Meilleur des Mondes* depuis sa création.

Waldemar Dabrowski

Directeur général de l'Opéra national de Varsovie. Diplômé de l'Ecole polytechnique de Varsovie en électronique. Il est Directeur du Studio Théâtre de Varsovie de 1982 à 1990 avant d'être nommé Vice Ministre de la culture et directeur du comité pour le cinéma (1990-1994) puis Ministre de la Culture (2002-2005). Waldemar Dabrowski est Président du comité d'organisation de l'année Chopin 2010. Il est Chevalier de la légion d'honneur et commandeur des arts et lettres

Abdelaziz Daoulatti

Après un doctorat sur l'histoire de l'art et de l'architecture, il a été directeur des Monuments historiques en Tunisie (1973-1977), conservateur en chef de la Médina de Tunis (1977-1991), responsable de l'Association de sauvegarde de la Médina de Tunis dans le cadre de la Municipalité de Tunis (1980-1990) et directeur de l'Institut National du Patrimoine (INP) en Tunisie (1991-1997). Depuis 2008, il est expert auprès du Directeur général de l'Office de l'artisanat (Tunisie). Sur le plan international, il a été Secrétaire général de l'ICOMOS (1980-1987), membre du Conseil de l'ICCROM, vice-président puis président (1977-2001) et enfin expert auprès du Directeur général de l'ALESCO (Organisation Arabe pour l'Education, la Science et la Culture) pour les affaires du patrimoine de la Région Arabe (2002-2006). Il est depuis 1977 consultant de l'UNESCO notamment pour le Patrimoine mondial. Il a mené sept missions pour le compte de l'UNESCO entre 1985 et 2000 (Algérie, Yémen, Syrie, Egypte, etc.). Il est aujourd'hui Directeur de Recherches à l'INP de Tunisie.

Luc Dardenne

Réalisateur belge, il a réalisé avec son frère Jean-Pierre Dardenne un certain nombre de documentaires : *Le chant du rossignol* (1978), *Pour que la guerre s'achève, les murs devaient s'écrouler* (1980). Il a également réalisé avec son frère des fictions : *Rosetta* (1999, Palme d'or et prix d'interprétation féminine – Emilie Dequenne – au Festival de Cannes 1999), *Le fils* (2002, prix d'interprétation masculine – Olivier Gourmet – Festival de Cannes 2002), *L'enfant* (2004-2005), Palme d'or au Festival de Cannes 2005), *Dans l'obscurité* (2006-2007, court métrage réalisé pour les 60 ans du Festival de Cannes 2007), *Le silence de Lorna* (2007-2008, prix du meilleur scénario au Festival de Cannes 2008). Depuis 1975, Jean-Pierre et Luc Dardenne dirigent l'atelier de production Dérives, qui à ce jour, a produit une soixantaine de documentaires. Il tient également un atelier à l'Université Libre de Bruxelles.

Alexandre Defay

Enseignant-chercheur à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) et professeur à l'Ecole Nationale Supérieure de Techniques Avancées. Il débute sa carrière comme chargé de cours dans différentes universités parisiennes (1970-1992) tout en étant Conseiller du Président de la Compagnie des Commissaires-Priseurs de Paris, directeur de la stratégie, de la communication et de la Fondation Drouot SA (1986-1992). En 1992, il est nommé Conseiller culturel, scientifique et de coopération près de l'Ambassade de France en Irlande, poste qu'il occupe jusqu'en 1996. Il devient alors Conseiller culturel, scientifique et de coopération près de l'Ambassade de France en Israël et directeur de l'Institut français de Tel-Aviv pour quatre ans. De 2000 à 2002, il est Conseiller diplomatique du ministre de la recherche et de 2002 à 2004, professeur au centre de géostratégie de l'ENS. Entre 2004 et 2008, il occupe le poste de Conseiller de coopération et d'action culturelle près de l'Ambassade de France en Suède et dirige l'Institut français de Stockholm.

Jérôme Deschamps

Neveu de l'acteur Hubert Deschamps et du cinéaste, Jacques Tati, Jérôme Deschamps rencontre Patrice Chéreau et Jean-Pierre Vincent au Lycée Louis le Grand. Après L'École de la Rue Blanche il entre au conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris puis à la Comédie Française. Il rencontre Antoine Vitez qui le mettra en scène plusieurs fois dans Claudel, Vinaver... Il devient metteur en scène, crée *Blanche Alicata* et *La Famille Deschiens* en 1978 au Théâtre des Quartiers d'Ivry. Il fonde avec Macha Makeïeff la compagnie de théâtre qu'ils dirigent ensemble. Acteur de théâtre dans ses propres spectacles, on le retrouve également au cinéma. Au théâtre, il met en scène avec Macha Makeïeff plus de vingt spectacles en France et à l'étranger (*Les Petits Pas*, *Lapin-Chasseur...*) ; à l'opéra, *Les Brigands* d'Offenbach, *L'Enlèvement au Sérail* de Mozart. Pour la télévision, il crée les Deschiens. Au Centre national du cinéma, il a dirigé en 1996-1997 la Commission de l'avance sur recettes dont il a initié la réforme. En 2000, il fonde avec Sophie Tatischeff et Macha Makeïeff « Les Films de mon Oncle », pour le rayonnement de l'œuvre de Jacques Tati. En 2006, il interprète *Vingt-Six* de Courteline, *L'Affaire de la Rue de Lourcine* de Labiche et *La Méchante Vie*. En 2008-2009, il crée et met en scène avec Macha Makeïeff le spectacle *Salle des Fêtes*, coréalise le film d'animation *La Véritable Histoire du Chat Botté*, et restaure avec *Les Films de mon Oncle*, *Les Vacances de Monsieur Hulot*. Nommé directeur de l'Opéra Comique, il en assure la première saison lyrique en 2007 et met en scène *L'Étoile* de Chabrier (Sir John Eliot Gardiner) puis *Zampa* de Hérold (William Christie). Il monte *Fra Diavolo* de Auber en janvier 2009 (Jérémie Rhorer). Pour sa troisième saison, il prépare *les Boulingrin*, une création de Georges Aperghis (Jean Deroyer) sur un texte de Courteline en avril 2010.

Renaud Donnedieu de Vabres

Ministre de la culture et de la communication de 2004 à 2007. Ancien élève de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale d'Administration, il a été Directeur du cabinet du Préfet d'Indre-et-Loire, Secrétaire général pour l'administration de la Police de la région Centre (1980-1981), Secrétaire général des Alpes-de-Haute-Provence (1981-1982), sous-préfet de Château-Thierry (1982-1985) et chargé de mission auprès du ministre de la Défense (1993-1995). Il est affecté en 1985 au Conseil d'Etat au titre de la mobilité. Il a été élu conseiller régional du Centre (1986-2001), député d'Indre-et-Loire, vice-président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale (2002-2004) et ministre délégué aux Affaires européennes (2002). Il a été ambassadeur pour la dimension culturelle auprès du Président de la République lors de la présidence française de la Communauté Européenne. Il est conseiller municipal de Tours depuis 2001.

Bernard Foccroulle

Organiste à la carrière internationale dès le milieu des années 70, sa discographie en soliste comporte plus d'une trentaine d'enregistrements sur CD, interprétant un vaste répertoire allant de la Renaissance à l'époque contemporaine. Il donne plusieurs dizaines de créations mondiales, enregistre l'œuvre d'orgue de J.S. Bach sur des orgues historiques. Ses compositions sont principalement destinées à l'orgue ou à la musique de chambre (*La naissance de l'individu*, Grasset, 2003, en collaboration avec Robert Legros et Tzvetan Todorov). Il a été nommé directeur du Théâtre royal de la Monnaie en 1992. En 1993, il fonde l'association « Culture et démocratie » qui milite pour la participation du plus grand nombre à la vie culturelle. Il est Président d'Opera Europa depuis 2005 et directeur du Festival d'Art lyrique d'Aix-en-Provence depuis 2006.

Dame Elizabeth Forgan

Présidente de l'Arts Council England, après avoir été présidente du National Heritage Memorial et du Heritage Lottery Fund. Elle a commencé sa carrière comme journaliste dans la presse écrite avant de se tourner vers la télévision et la radio. Elle a été directeur de programme de Channel 4 et administrateur délégué à la BBC.

Antoine Gallimard

Président-Directeur général des éditions Gallimard depuis 1988 et petit fils de Gaston Gallimard, fondateur de la maison en 1915. Il est aujourd'hui à la tête d'une des dernières maisons d'éditions indépendantes en France. Il est président de l'Association pour le développement de la librairie de création (ADELC). Engagé dans la lutte pour le développement des librairies indépendantes, il a proposé la création d'un label pour les libraires indépendants de référence (LIR) dans un rapport remis au ministre de la Culture et de la Communication en septembre 2007.

Finn Geipel

Architecte et urbaniste allemand, il est membre fondateur de Labfac (1983-2001), à Stuttgart et Paris. Il dirige l'agence LIN depuis 2001 avec Giulia Andi à Berlin et Paris. Professeur et directeur du « Laboratory for Integrative Architecture » (LIA) à la Technische Universität Berlin, il est également professeur invité dans des nombreuses universités, telles que l'ESA Paris, ESARQ Barcelona, la Columbia University New York et le MIT Boston-Cambridge. Il a été fait Chevalier des Arts et des Lettres en 2006. Les projets architecturaux récents sont Alvéole 14 - la transformation d'une base sous-marine à Saint-Nazaire (2007) et la Cité du Design à Saint-Etienne (livraison octobre 2009) ainsi que des projets en urbanisme comme l'étude de composition urbaine et paysagère de la Seine-Aval et la consultation internationale de recherche et développement « Le grand pari de l'agglomération parisienne ».

Gérald Grandmont

Chargé de cours à l'Université de Montréal et professeur associé à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il a occupé de 2000 à 2008 le poste de sous-ministre adjoint aux politiques, aux sociétés d'État et au patrimoine au ministère de la Culture et des Communications du Gouvernement québécois. En mai 1999, il a été directeur général par intérim de la planification, des politiques et des programmes au même ministère. De 1995 à 1999, il a été directeur de la promotion à la Commission de la Capitale nationale du Québec. De 1987 à 1995, il était directeur de la recherche et de l'évaluation au Musée de la civilisation. De 1976 à 1987, il a été successivement chef de cabinet du ministre, adjoint au directeur général des arts et des lettres, secrétaire du ministère et directeur de la recherche et des politiques. Il est membre du Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication français.

Biographies

Jacques Hainard

Conservateur honoraire du Musée d'ethnographie de Genève (2006-2009) dont il est aujourd'hui consultant. Licencié ès Lettres spécialisé notamment en ethnologie, il est professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Neuchâtel, où il se tourne vers l'ethnographie à partir de 1969 en exerçant les fonctions de conservateur au Musée d'ethnographie de Neuchâtel et au Musée suisse des traditions populaires de Bâle, section Europe (1969-1971). Il devient ensuite assistant technique pour le gouvernement du Zaïre comme professeur de français, de géographie et d'esthétique (histoire de l'art nègre) au Collège Lisanga de Kinshasa (1971-1973) puis revient en Suisse à l'Institut d'ethnologie de Neuchâtel (1973-1980) puis conservateur du Musée d'ethnographie de Neuchâtel tout en étant chargé de cours à l'Université de la même ville, puis conservateur du Musée de Genève.

Volker Hassemer

Initiateur de la conférence européenne « A soul for Europe ». Legum Doctor (docteur en droit), il a été sénateur pour le Développement urbain et la protection de l'environnement à Berlin (1991-1996) puis sénateur des affaires culturelles de Berlin (1983-1989). Il a été Président du conseil d'administration de « Partner für Berlin » (1996-2002) ; il est aujourd'hui Président du conseil d'administration de « Stiftung Zukunft Berlin ».

Hisanori Isomura

Diplômé de l'Université Gakushuin, il entre à la NHK (compagnie de diffusion du Japon) au Service Etranger. Il sera correspondant spécial en Indochine, au Moyen-Orient et à Paris puis Directeur du Bureau de la NHK à Washington (1964-1971). Par la suite, il occupe les fonctions de Directeur du Service Etranger au siège de la NHK à Tokyo, avant d'être nommé Directeur Adjoint de l'Information, puis Directeur Général Administratif. Il a pris sa retraite en 1991. Entre 1974 et 1977, il a créé et présenté un nouveau style du journal télévisé intitulé « News Center – 21 heures »... c'est ainsi qu'il est devenu « Figure du Foyer Japonais » et appelé « Mr NHK ». Il a été Président de la Maison de la Culture du Japon à Paris de 1995 à 2005. Il a été membre du Haut conseil de la Francophonie. Il est l'auteur de nombreux ouvrages.

Jean-Noël Jeanneney

Ancien élève de l'École normale supérieure et diplômé de l'Institut d'études politiques, agrégé d'histoire et docteur ès lettres, professeur à l'Institut d'études politiques depuis 1977. Il a présidé Radio France et Radio France internationale de 1982 à 1986 et la Mission du Bicentenaire de la Révolution française en 1988-1989. Il a été Secrétaire d'État au Commerce extérieur (1991-1992) et à la Communication (1992-1993) et président de la Bibliothèque nationale de France de 2002 à 2007, où il a mené le combat pour la création d'Europeana, bibliothèque numérique européenne. Il préside le Conseil scientifique des Rendez-vous de l'Histoire de Blois. Il est l'auteur de nombreux ouvrages (notamment une *Histoire des médias des origines à nos jours* et l'*Echo du siècle*, dictionnaire d'histoire de la radio et de la télévision) et de divers documentaires pour le petit écran. Il produit l'émission « Concordance des temps » sur France Culture.

Marin Karmitz

Délégué général du Conseil de la création artistique nommé en janvier 2009 par le Président de la République Nicolas Sarkozy. Né en Roumanie, il est diplômé de l'Institut des hautes études cinématographiques. Il a été l'assistant de cinéastes tels Jean-Luc Godard, Agnès Varda, Pierre Kast et Jacques Rozier. Cinéaste, aujourd'hui producteur, distributeur et exploitant de salles indépendant, Marin Karmitz a créé en 1967 sa société MK2 qui figure parmi les 4 principaux groupes cinématographiques français avec un circuit de 10 complexes et 58 écrans à Paris. D'Alain Resnais aux Frères Taviani, de Krzysztof Kieslowski à Abbas Kiarostami, de Michael Hanneke à Claude Chabrol, de Gus Van Sant à Abdelatif Kechiche, il a accompagné les auteurs majeurs de son temps. Marin Karmitz a produit et co-produit plus de 100 films, en a distribué plus de 300.

Nathalie Kosciusko-Morizet

Secrétaire d'Etat chargée de la Prospective et du Développement de l'économie numérique, auprès du Premier ministre. Polytechnicienne, ingénieure de l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts et membre du Corps des ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts, elle débute sa carrière à la direction de la prévision au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, de 1997 à 1999. Elle devient ensuite pour deux ans responsable de la cellule environnement à la direction des relations économiques extérieures au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, avant d'être chargée de mission auprès du directeur de la stratégie d'Alstom, de 2001 à 2002 et conseillère technique du Premier ministre, en 2002. Elle est également conseillère régionale d'Ile-de-France depuis 2004 et maire de Longjumeau (Essonne) depuis 2008. Elle a été députée de l'Essonne et Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie.

Jack Lang

Homme politique, ancien ministre. En 1963, il crée puis devient directeur du Festival international du théâtre universitaire, qui devint cinq ans plus tard le Festival mondial de théâtre de Nancy. Nommé ensuite à la direction du Théâtre national de Chaillot, il entama parallèlement une carrière politique qui le mena d'abord à la tête du ministère de la Culture (1981-1986 et 1988-1993), puis à celle du ministère de l'Éducation nationale (1992-1993 et 2000-2002). Il exerça également différents mandats locaux (Blois, Loir-et-Cher et le Pas-de-Calais, dont il est actuellement député) et européen. Il a enseigné le droit international dans diverses universités et a publié plusieurs essais historiques, juridiques et politiques, parmi lesquels *L'État et le Théâtre* (1968), *Lettre à Malraux* (1996), *Laurent le Magnifique* (2002), *Changer* (2005) ou *Nelson Mandela : leçon de vie pour l'avenir* (2007). Depuis 2008, il préside l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC).

Arnaud Laporte

Musicien, peintre et écrivain, il entre à France Culture en 1987. Producteur d'émissions depuis 1990, spécialisé dans le cinéma (documentaires et festivals de La Rochelle, Cannes, Locarno, Venise, Berlin, etc.) et dans divers domaines (émissions de terrain, notamment pour Le Pays d'Ici, Changement de décors, etc.). Il anime l'émission « Multipiste » en 2000 puis en 2004 « Culture Plus ». En 2006, il prend les rênes du grand magazine culturel « Tout arrive! ». En 2007, à l'occasion de la campagne présidentielle, Arnaud Laporte a par ailleurs interrogé les principaux candidats dans le cadre du « Journal de la Culture » d'ARTE et co-animé un débat télévisé sur La Chaîne Parlementaire (LCP).

Emmanuel Laurentin

Emmanuel Laurentin a fait des études d'histoires médiévales à l'université de Poitiers. Il intègre ensuite l'Ecole supérieure de journalisme de Lille. A sa sortie en 1986, il entre à Radio France, rejoint l'équipe de Culture Matin, programme animé par Jean Lebrun. En 1996, il reprend « l'Histoire en direct », créée par Patrice Gélinet et en 1999, à la demande de Laure Adler, lance « La Fabrique de l'histoire », émission hebdomadaire puis quotidienne depuis septembre 2004.

Jean Lebrun

Agrégé d'histoire, Jean Lebrun a été membre du comité de rédaction d'*Esprit*, chef du service culture-medias de La Croix. Producteur sur France Culture de « Culture-Matin » puis de « Pot-au-feu », enfin de « Travaux Publics », il est depuis 2008 conseiller aux programmes de la chaîne. Il produit sur France Culture l'émission « A voix Nue ». Il a publié plusieurs livres, consacrés à des sujets historiques et, récemment, deux témoignages : *Journaliste en campagne* et *Le journalisme en chantier*.

Jean-Philippe Lecat

Ancien Ministre de la Culture et de la Communication (1978-1981). Licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il choisit le Conseil d'État à sa sortie de l'Ecole nationale d'administration en 1963. En 1966, il fait partie du cabinet du Premier ministre Georges Pompidou jusqu'à son élection, en 1968, comme député de la Côte-d'Or. Il est secrétaire d'État auprès du Premier ministre, porte-parole du gouvernement (1972-1973), puis ministre de l'Information et porte-parole du gouvernement (mars-mai 1974). En 1976, il est nommé, à l'Élysée, porte-parole du Président Giscard d'Estaing. Il est le premier ministre à être chargé des portefeuilles de la culture et de la communication. Il réforme en profondeur l'organisation du ministère, lance « l'Année du Patrimoine », encourage la création audiovisuelle. Conseiller d'État en 1988, il a notamment présidé le Conseil d'administration de l'Ecole nationale du patrimoine (1990-1999). Il préside aussi, depuis 1988, la Commission interministérielle du Château de Vincennes. Il a consacré plusieurs ouvrages à l'histoire de la Bourgogne.

Frédéric Martel

Frédéric Martel est journaliste et écrivain. Producteur à France Culture depuis 1992, il anime désormais régulièrement l'émission « Masse Critique, le Magazine des industries culturelles ». Docteur en sociologie, ancien attaché culturel aux Etats-Unis, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *De la Culture en Amérique* (Gallimard, 2006). Il publie régulièrement des articles et des critiques de livres dans de nombreux journaux.

Predrag Matvejevic

Né en Bosnie-Herzégovine. Il a mené des études de philologie romane et classique dans les Universités de Sarajevo et de Zagreb. Il obtient un doctorat à la Sorbonne (esthétique comparée) ainsi qu'une habilitation en littérature comparée à l'Université de Paris III. Il a dirigé à la Faculté des Lettres de Zagreb la Chaire de littérature française ; il est professeur invité à la Sorbonne nouvelle, à l'Université catholique de Louvain (Institut de l'Europe), au Collège de France et actuellement professeur titulaire au Département de langues et littératures slaves à l'Université de Rome « La Sapienza ». Il a quitté son pays en 1991, s'opposant « à une guerre fratricide » et à « l'épuration ethnique », se rangeant du côté des victimes et prenant une position « entre asile et exil ». Matvejevic a vécu plusieurs années d'émigration à Paris, le Gouvernement français lui a décerné La Légion d'Honneur. Il réside actuellement à Rome. Ses livres sont édités en plus de vingt langues et couronnés par de nombreux prix littéraires internationaux.

Michel Melot

Chartiste, il a été conservateur au département des estampes et de la photographie à la Bibliothèque nationale (1967-1983), qu'il a dirigé de 1981 à 1983, avant d'être directeur de la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges Pompidou de 1983 à 1990, puis président du Conseil supérieur des bibliothèques. Il a ensuite été chargé de l'Inventaire général du patrimoine au ministère de la culture (1996-2003). Il est l'auteur de romans (*L'écriture de Samos*, Albin Michel, prix Caze 1993), et de nombreux articles et ouvrages d'histoire de l'art, notamment *L'Estampe, histoire d'un art*, (Skira, 1981), *L'Illustration, histoire d'un art*, (Skira, 1984), *L'estampe impressionniste*, (Flammarion, 1994). Ses derniers ouvrages, *La Sagesse du bibliothécaire*, (2004), *Livre*, (2006) et *Une brève histoire de l'image*, (2007) sont publiés aux éditions de L'œil neuf, et en 2008, aux Belles lettres : *Daumier. L'art et la République*.

Pierre-Michel Menger

Directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Après des études de philosophie à l'Ecole Normale Supérieure, puis de sociologie à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), il mène une carrière de chercheur au CNRS et d'enseignant-chercheur à l'EHESS, où il appartient au Centre de Sociologie du Travail et des Arts qu'il a dirigé entre 1993 et 2005. Ses travaux sont principalement consacrés à la sociologie des arts et de la culture et à la sociologie du travail et des professions. Parmi les ouvrages qu'il a publiés dans les années récentes figurent : *Le travail créateur. S'accomplir dans l'incertain* (Paris, Le Seuil / Gallimard, Hautes Etudes, 2009), *Les intermittents du spectacle. Sociologie d'une exception* (Editions de l'EHESS, 2005), *Profession artiste* (Textuel, 2005) et *Portrait de l'artiste en travailleur* (Le Seuil / République des Idées, 2003).

Philippe Meyer

Philippe Meyer est écrivain et journaliste-chroniqueur à la radio. Il est actuellement producteur de l'émission hebdomadaire « L'Esprit Public » sur France Culture. Après des études de sociologie et une décennie passée dans la recherche sociale il devient journaliste. Il collabore à divers magazines (L'Express, le Point, L'Événement du Jeudi...) et anime plusieurs émissions sur Radio France (France Inter, France Culture, France Musique) et à la télévision (M6, France 2). Auteur de nombreux récits et recueils de chroniques radiophoniques, Philippe Meyer a notamment publié *Pointes sèches* (1993), *Paris la grande* (1997), *Eaux-fortes* (1999), *Chroniques matutinales* (2000) et *Démolition avant travaux* (2002).

Pierre Nora, de l'Académie française

Historien de la Nouvelle Histoire, connu pour ses travaux sur l'identité française et la mémoire, le métier d'historien, ainsi que pour son rôle dans l'édition en sciences sociales. Après une licence de lettres et de philosophie et une agrégation d'histoire, il fait de nombreux séjours à l'étranger et mène une activité parallèle d'universitaire et d'éditeur. Assistant, puis maître-assistant à l'Institut d'études politiques de Paris de 1965 à 1977, il est élu à cette date directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Après avoir créé en 1964, aux éditions René Julliard, la collection de poche « Archives », il est entré comme directeur littéraire en 1965 aux Editions Gallimard pour y développer le secteur des livres d'histoire, de documents et d'essais. Il y a en particulier créé la « Bibliothèque des sciences humaines » (1966), la collection « Témoins » (1967), la « Bibliothèque des histoires » (1970). Il y a également fondé en 1980 la revue *Le Débat* qu'il dirige depuis. Il est membre de l'Académie française depuis 2001 et président de l'association « Liberté pour l'histoire » depuis 2007.

Christine Ockrent

Directrice générale déléguée de l'Audiovisuel extérieur de la France, société holding qui supervise et coordonne les activités des chaînes de télévision et de radio françaises et francophones diffusant à l'étranger. Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Christine Ockrent a commencé sa carrière de journaliste à NBC News en 1966 et a travaillé pendant huit ans pour le magazine d'information de CBS News 60 minutes. Présentatrice et rédactrice en chef du 20h d'Antenne 2 entre 1981 et 1987, elle devient directrice de la rédaction de l'hebdomadaire *L'Express*, rédactrice en chef et présentatrice de programmes d'information sur France 3. Auteur de nombreux ouvrages, Christine Ockrent est éditorialiste pour différentes publications. Elle siège au conseil d'administration de nombreuses institutions internationales : International Crisis Group (ICG), the French Council on Foreign Relations (IFRI), the European Council on Foreign Relations (ECFR), the Center for European Reform (CER), Human Rights Watch France, Reporters sans frontières and the Women's Forum for the Economy and Society.

Prof. Jan-Hendrik Olbertz

Ministre de l'Education et des Affaires culturelles au sein du gouvernement du Land de Saxe-Anhalt depuis 2002 et membre de la présidence de la Journée ecclésiastique protestante allemande (DEKT) depuis 2005. Après des études dans la filière de l'enseignement et un doctorat, il est assistant puis premier assistant de recherche à l'Université Martin Luther d'Halle-Wittenberg. Après un doctorat d'Etat en 1989, il devient Professeur titulaire en sciences de l'éducation en 1992 et il est membre du comité de direction de la Société allemande des sciences de l'éducation (DGfE) depuis 1994 avant d'en devenir Président suppléant jusqu'en 2002. Il est Premier directeur de l'Institut de Recherches en établissement d'enseignement supérieur à Wittenberg de 1996 à 2000 puis Directeur des fondations «Franckeschen Stiftungen» de Halle pendant deux ans. Il est président du Conseil d'administration de deux cliniques universitaires, président des Fondations Bauhaus Dessau, des lieux commémoratifs de Luther et du royaume des jardins de Dessau-Wörlitzer et de la fondation Moritzburg.

Denis Olivennes

Président du Directoire du Groupe Le Nouvel Observateur depuis 2008. Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole Nationale d'Administration, il est agrégé de lettres modernes. D'abord magistrat à la Cour des comptes (1988-1991), il a été ensuite au Cabinet de Pierre Bérégovoy, ministre des finances puis Premier Ministre (1992-1993). Directeur Général d'Air France (1994-1997), puis Directeur Général de Canal+ (1998-2002), il est devenu ensuite PDG de la Fnac (2003-2007). Il a publié *L'impuissance publique* (1988) et *La gratuité c'est le vol* (2006), ainsi que de nombreux articles dans différentes revues (*Le Débat*, *Esprit*, *Notes de la Fondation Saint Simon*...). Il a été l'artisan des accords de l'Elysée (2007) sur le téléchargement pirate.

Erik Orsenna, de l'Académie française

Conseiller d'Etat, ancien collaborateur de François Mitterrand. Il a mené des études de philosophie, de sciences politiques et d'économie. Il est docteur d'Etat. Il mène des fonctions de recherche et d'enseignement dans le domaine de la finance internationale et de l'économie du développement. En 1981, il est appelé au Cabinet de Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération où il reste deux ans avant de rejoindre l'Elysée en tant que conseiller culturel. Dans les années 1990, il traite de la démocratisation en Afrique et des relations entre l'Europe du Sud et le Maghreb auprès de Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères. Parallèlement à ces activités administratives, il a écrit des romans, des contes traitant de la langue française et d'autres livres abordant des sujets plus scientifiques. Il préside le Centre de la mer à Rochefort.

Thomas Ostermeier

Après une formation de metteur en scène à l'Ecole supérieure de théâtre Ernst Busch à Berlin, il devient assistant metteur en scène et comédien au Manfred Karge à Weimar et au Berliner Ensemble (1992-1996). Entre 1996 et 1999, il est metteur en scène et directeur artistique de la Baracke au Deutsches Theater de Berlin. Depuis 1999, il est membre de la direction artistique et metteur en scène à la Schaubühne de Berlin. Il a été « artiste associé » au Festival d'Avignon en 2002. Il est Officier des Arts et Lettres.

Hans Ottomeyer

Directeur général du Musée historique allemand de Berlin depuis 2000 et président de la Fondation depuis 2009. Après des études d'archéologie, de littérature, d'histoire de l'art et de droit, il obtient en 1976 un doctorat à l'Université de Munich. En 1983, il est nommé directeur adjoint du Musée de la ville de Munich et, en 1995, conservateur en chef du Musée d'Etat de Kassel. Hans Ottomeyer est professeur honoraire de l'Université Humboldt de Berlin.

Krzysztof Pomian

Directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Né à Varsovie en 1934, il a enseigné et soutenu ses thèses de doctorat (1965) et d'habilitation (1968) à la faculté de Philosophie de l'Université de Varsovie. Exclu en 1966 du Parti Ouvrier Unifié Polonais et privé en 1968 de son poste d'enseignant à cause de ses prises de positions hostiles à la politique du régime, il émigre en France en 1973. Il a fait toute sa carrière en France au CNRS, tout en enseignant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, à l'Ecole du Louvre, à l'Université de Genève et dans d'autres universités étrangères. Il est à présent Professeur honoraire à l'Université Nicolas Copernic à Torun (Pologne). Depuis janvier 2001, il est aussi directeur scientifique au Musée de l'Europe à Bruxelles. Ses livres et articles ont été traduits en une douzaine de langues.

Jean-Jack Queyranne

Président de la région Rhône-Alpes depuis 2004. Il a été maître de conférence à Lyon 2 et à l'Institut d'Etudes Politiques et a fait sa thèse sur les Maisons de la Culture. Il est élu premier adjoint à la Mairie de Villeurbanne en 1977 et député du Rhône en 1981. Il est élu maire de Bron en 1985 et Vice-président du Grand Lyon en 1995. Deux ans plus tard, il est nommé Secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer et l'année suivante Ministre de l'Intérieur par intérim. En 2000, il est nommé Ministre des relations avec le Parlement jusqu'en 2002. En 2001, il devient Premier Vice-président du Grand Lyon. En 2007, il est nommé Coordinateur du « Grenelle de l'Environnement » pour l'association des Régions de France. Il est président de l'association Effinergie (label Bâtiment basse consommation Effinergie) depuis 2009. Il est l'auteur du récent ouvrage *Pour la Culture* (éd. Stéphane Bachès) et d'un rapport au ministère de la culture sur Les régions et la décentralisation culturelle (1982).

Baroness Patricia Rawlings

Présidente du conseil d'administration de l'English College de Prague ; Présidente de l'Association des antiquaires britanniques. Après des études en relations internationales, elle a été Présidente du conseil du King's College de Londres (1998-2007) ; Opposition Whip à la Chambre des Lords (Culture et affaires étrangères) entre 1989 et 1994 puis Shadow Minister (développement international et affaires étrangères) entre 1997 et 1998. Ancien membre du Parlement européen et ancienne directrice de Rheims & Laurent, commissaires-priseurs.

Jacques Revel

Jacques Revel est directeur d'études à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (dont il a été le président de 1995 à 2004) et professeur à New York University. Historien, ses domaines de recherche sont l'histoire culturelle de l'Europe moderne et les évolutions contemporaines de l'historiographie. Son dernier ouvrage publié : *Un parcours critique. Douze essais d'histoire sociale* (Galaade, 2006)

Jacques Rigaud

Conseiller d'Etat honoraire. Directeur du Cabinet de Jacques Duhamel (1971-1973), sous-directeur général de l'Unesco de 1975 à 1978 et président de RTL et administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion de 1980 à 2000. Il n'a cessé de s'intéresser aux questions de culture (construction du musée d'Orsay, centres culturels de rencontre et notamment la Chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon qu'il préside depuis 1977, mécénat d'entreprise, divers ouvrages sur la culture, plusieurs rapports au gouvernement notamment *Pour une refondation de la politique culturelle* (1996) et récemment *sur l'inaliénabilité des collections publiques* (2008).

Dominique Rousset

Collaboratrice des « Enjeux Internationaux » à France Culture et de nombreuses émissions comme, entre autres, « Le bon plaisir » ou « Une vie, une œuvre », Dominique Rousset a ensuite produit « L'Economie en questions » de 2000 à 2007 avant de prendre les commandes du « Rendez-vous des politiques ». Elle est l'auteur de *Un goût de miel* (Editions du Seuil, 2008).

Bendik Rugaas

Conseiller principal du ministre norvégien de la Culture et des Affaires ecclésiastiques, après avoir été conseiller pour la Culture et des Affaires ecclésiastiques et à l'ambassade de Norvège à Washington. Il a exercé des responsabilités importantes dans le domaine des bibliothèques puis a été ministre du plan et Directeur de l'Education, de la culture, du patrimoine, de la jeunesse et des sports.

Biographies

André Schiffrin

Directeur de The New Press, qu'il a fondé en 1991. Né en France, il émigre aux Etats-Unis en 1941. Il a suivi ses études à New-York puis dans les universités de Yale, Cambridge et Columbia. Il a été pendant trente ans à la tête d'une des plus prestigieuses maisons d'édition américaines (1962-1990), Pantheon Books et a permis la publication de Foucault, Sartre, Chomsky, Medvedev, entre autres. Il fonde en 1991 The New Press, maison d'édition indépendante à but non lucratif qu'il dirige depuis. Fervent défenseur de la petite édition, il analyse les menaces qui pèsent sur le monde éditorial et dénonce dans ses ouvrages les phénomènes de globalisation qui touchent le monde de l'édition et des médias. Il est l'auteur notamment de *L'Edition sans Editeurs* (Paris 1999), *Le Contrôle de la Parole* (2005), *Allers/Retours, des mémoires* (2007) et de *L'Argent et les Mots* (2010).

Nicolas Seydoux

Président du Conseil de surveillance de Gaumont. Diplômé de la faculté de droit de Paris, de la New-York Business School, de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Nicolas Seydoux commence sa carrière en 1967 comme Directeur du département juridique de la Compagnie internationale pour l'informatique avant de devenir conseiller financier à la Morgan Stanley & Co. à New-York puis à la Morgan & Co. International SA à Paris. En 1974, il devient vice-Président Directeur général de Gaumont avant d'en devenir Président-Directeur général, fonction qu'il exerce jusqu'en 2004. Depuis 2002, il est en outre Président de l'Association de la lutte contre la piraterie audiovisuelle (ALPA).

Alison Smale

Directrice de la rédaction européenne de l'International Herald Tribune, édition internationale du New-York Times. Elle a rejoint le New-York Times en 1998 où elle a été rédacteur en chef adjoint étranger. Elle a été auparavant correspondante de l'Associated Press pour l'Europe de l'Est à Vienne après avoir été à Bonn puis à Moscou.

Catherine Tasca

Vice-présidente du Sénat, sénatrice des Yvelines, ancien ministre de la Culture et de la Communication (2000-2002). Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et ancienne élève de l'Ecole nationale d'administration, Catherine Tasca débute sa carrière au ministère de la culture en 1967. Elle dirige la Maison de la culture de Grenoble (1973-77). Elle administre l'Ensemble Intercontemporain de Pierre Boulez (1978-81) puis co-dirige le Théâtre des Amandiers avec Patrice Chéreau (1981-86). Membre de la Commission nationale de la Communication et des Libertés (1986-88), elle participera à plusieurs gouvernements : Communication (1988-91), Francophonie (1991-92), Francophonie et relations culturelles extérieures (1992-93). De 1993 à 1997, elle préside la chaîne Canal Horizons. Elle a été députée des Yvelines. Elle est membre de la Commission des Affaires Etrangères et de la Commission pour l'Union européenne.

Freddy Thielemans

Bourgmestre de la Ville de Bruxelles depuis 2000, Freddy Thielemans est également président de la zone de Police Bruxelles-Capitale-Ixelles et du Parc des Expositions de Bruxelles. Il a été Président du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine (2003-2007), membre du Parlement européen (1999-2000) et du Parlement régional (1995-1999), il a occupé des fonctions en matière de culture à plusieurs reprises (échevin en charge de la Culture et de l'Instruction Publique, 1993-1999 et échevin en charge de la Culture, 1989-1993). Il a également été expert à la Fondation Européenne de la Jeunesse au Parlement de Strasbourg. Il a reçu de nombreuses distinctions honorifiques notamment en Europe.

Jacques Toubon

Conseiller d'Etat honoraire, Ministre de la Culture et de la Francophonie entre 1993 et 1995 puis Ministre de la Justice entre 1995 et 1997, il fut conseiller auprès du Président de la République de 1997 à 1998. Licencié en droit, ancien élève de Sciences po Lyon et de l'Ecole nationale d'administration, il a été membre du corps préfectoral avant d'officier, de 1968 à 1976, au sein de plusieurs cabinets ministériels (Outre-Mer, Relations avec le Parlement, Agriculture, Intérieur, Premier Ministre). Député de Paris à l'Assemblée Nationale de 1981 à 1997, il a également été maire du XIII^e arrondissement de Paris de 1983 à 2001 et Conseiller de Paris de 1983 à 2008. Député au Parlement Européen de 2004 à 2009, il préside depuis 2002 le Fonds Eurimages du Conseil de l'Europe. Il est également Président du Conseil d'Orientation de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration qui a ouvert ses portes le 10 octobre 2007.

Christian Troadec

Maire de Carhaix-Plouguer, Président de la communauté de communes du Poher et Conseiller régional de Bretagne où il s'occupe de la culture et du patrimoine. Christian Troadec est Président d'honneur du festival des Vieilles Charrues (Carhaix), dont il est l'un des fondateurs.

Hubert Védrine

Ancien ministre. Il sort de l'Ecole nationale d'Administration en 1974 au ministère de la Culture. En 1979, il rejoint la Direction Générale des Relations Culturelles, Scientifiques et Techniques du Ministère des Affaires Etrangères. En 1981, il est nommé conseiller diplomatique à l'Elysée. Il en devient porte-parole en 1988, puis secrétaire général en 1991. De 1997 à 2002, il est Ministre des Affaires Etrangères. Il crée en 2003 une société de conseil en stratégie géopolitique, Hubert Védrine Conseil. Il travaille à ce titre avec plusieurs grandes entreprises françaises. Il préside l'Institut François Mitterrand depuis 2003. Son expertise des relations internationales le conduit à publier régulièrement des articles d'analyse dans la presse française et étrangère. Il est membre du Conseil d'administration du groupe LVMH depuis 2004, participe à de nombreux colloques et anime depuis 2003 un séminaire à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris sur les relations internationales.

Walter Veltroni

Ancien maire de Rome (2001 à 2008). Il est élu conseiller municipal de la ville de Rome de 1976 à 1981 puis député en 1987. Journaliste professionnel, il est de 1992 à 1996 directeur du quotidien L'Unità. Il revient à la politique en 1995 et participe à la création de l'Ulivo, coalition qui gagnera les élections politiques d'avril 1996. Il devient alors vice-président du Conseil et ministre des Biens culturels dans le gouvernement Prodi. Sa fonction en tant que ministre lui permet de s'engager de façon active pour sauvegarder le patrimoine culturel de l'Italie. En 1999, il est élu député au Parlement européen et membre de la Commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation, des médias et des sports. Il devient aussi Président de l'Intergroupe « Cinéma, Politique audiovisuelle et Propriété Intellectuelle ». Walter Veltroni a publié plusieurs livres.

André Versaille

Fondateur des éditions Complexe qu'il a dirigées jusqu'en 2007, André Versaille a lancé cette même année les éditions qui portent son nom. Ouvrages : *Penser le XXe siècle* (dir), 1986 ; *La Bêtise, l'art et la vie. En écrivant Madame Bovary*, 1991 ; *Dictionnaire de la pensée de Voltaire*, 1994 ; *La Fontaine, œuvres, sources et postérité*, 1996 ; *Voyage dans le demi-siècle. Entretien avec Gérard Chaliand et Jean Lacouture*, 2001 ; *Voltaire, un intellectuel contre le fanatisme*, 2002 ; *60 ans de conflit israélo-arabe. Témoignages pour l'histoire. Entretiens avec Boutros-Ghali et Shimon Pérès*, 2006.

Vaira Vike-Freiberga

Vice-présidente du Groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe, Vaira Vike-Freiberga a été Présidente de Lettonie entre 1999 et 2007, où elle a joué un rôle primordial dans l'accession de son pays à l'Union européenne et à l'OTAN. Nommée envoyée spéciale pour la réforme des Nations Unies en 2005, elle a été candidate officielle pour le poste de Secrétaire général de l'ONU en 2006. Professeur à l'Université de Montréal 1965-1998, elle est reconnue pour ses travaux en psycholinguistique, sémiotique et ses analyses de la littérature orale de son pays natal. Elle a été membre et présidente de nombreux comités canadiens universitaires et gouvernementaux, ainsi que d'organismes scientifiques nationaux et internationaux. Membre du Club de Madrid, du Conseil des Women World Leaders, du European Council on Foreign Relations et des Académies du Canada, de la Lettonie et de la Belgique. Titulaire de nombreux prix et distinctions, dont 34 Ordres de mérite et 16 doctorats honorifiques, elle a reçu le Prix Hannah Arendt 2005 pour la pensée politique, et la Médaille Hayek 2009 pour la promotion de la liberté.

Ivaylo Znepolski

Président du Comité scientifique de l'anthropologie sociale et des sciences de la culture depuis 2007). Après une formation en philosophie et en sociologie, il devient professeur à l'université de Sofia. Il est vice-Ministre de la Culture en 1991-1992 puis Ministre de la culture entre 1993 et 1995, date à laquelle il est nommé directeur de la maison des sciences de l'homme et de la société de Sofia. Entre 1996 et 1998, il est professeur associé à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris puis devient directeur de l'Institute for Studies of the Recent Past en 2005.

Résumés des communications

Jean-François Chougnat

La politique culturelle européenne n'a pas toujours bonne réputation en France. Cela se nourrit des réticences générales à l'encontre de l'intégration européenne, de ses pesanteurs discursives, de ses lourdeurs bureaucratiques. Curieusement, l'histoire des aspirations, des attentes d'une potentielle politique culturelle européenne n'a fait pas l'objet d'une attention comparable à celle de l'histoire des politiques culturelles françaises. On visera donc à retracer trois moments permettant d'approcher la question.

Dans la construction de cette relation complexe, on ne peut manquer de faire référence aux enthousiasmes de l'immédiat après-guerre et à la période des congrès fédéralistes. De cette phase, sortira le Conseil de l'Europe et l'adoption en 1954, de la Convention culturelle européenne. Le deuxième temps – injustement oublié aujourd'hui – s'inscrit bien sûr dans le cadre du non-dit culturel du Traité de Rome et se traduira dans des colloques importants comme celui d'Arc-et-Senans en 1972, efforts qui aboutiront à la Déclaration sur l'identité européenne de décembre 1973, efforts que la crise rendra sans effets. C'est le rythme d'une synchronisation des politiques culturelles nationales qui va désormais commander les avancées. Au-delà de différences politico-administratives, certains objectifs communs d'intervention sont de plus en plus partagés par les pays de ce qui est devenu l'Union européenne. On assiste à une certaine convergence budgétaire, en tout cas au partage de l'idée de la prédominance des financements publics. Dès lors, la construction pragmatique d'un espace pour la politique culturelle réduit en raison des moyens, mais sans heurts idéologiques, est devenue possible. Il a avancé et avance par la construction d'outils nouveaux de politique européenne, à partir du traité de Maastricht mais aussi de l'émergence d'un nouveau discours central, celui de l'importance de la culture dans l'économie, qui est devenu la base idéologique – assez étonnante – de bien des avancées « culturelles » de l'Union.

Antoine Compagnon

Comment inaugurer ce colloque du cinquantenaire sans rappeler la mission fixée aux affaires culturelles par André Malraux, lors de la création du ministère en 1959 ? Trois objectifs étaient alors posés, dans un ordre qui n'était pas indifférent : premièrement, le partage de la culture entre tous les Français, la popularisation des grandes œuvres françaises et accessoirement étrangères ; deuxièmement, le rayonnement, en France et hors de France, du « patrimoine culturel », notion nouvelle, assimilant aux monuments historiques tout ce qui du passé était jugé digne d'être conservé ; troisièmement, l'aide à la création contemporaine. C'est au regard de ces trois finalités que l'action du ministère depuis un demi-siècle peut être appréciée aujourd'hui.

Le changement du sens du mot culture en français courant à la fin du xxe siècle a compliqué l'action du ministère, écartelé entre des pratiques de plus en plus hétéroclites, toutes qualifiées de culturelles. Plusieurs des principes qui ont fait l'histoire de la politique culturelle de l'État sont aujourd'hui en question, au point qu'un des anciens locataires de la rue de Valois a pu suggérer que ce ministère n'était plus nécessaire. Nous traversons un moment d'incertitude et même de turbulence ; nous nous trouvons sinon face à une crise, du moins devant plusieurs alternatives cruciales, telles que culture et éducation, culture et identité, culture et création, culture et marché, etc. Observateur non engagé, nous en signalerons quelques-unes, celles qui semblent les plus urgentes.

Jean-Noël Jeanneney

Depuis Gutenberg, l'humanité n'a connu aucune mutation aussi profonde dans les techniques propres à enrichir et à diffuser l'héritage culturel de l'humanité. En dépit de la proximité chronologique de ce bouleversement, qui commence à peine, il revient à tous les citoyens, et au premier chef au ministère de la Culture, de réfléchir, pour l'action, aux moyens de tirer le meilleur parti d'une évolution qui est par nature (comme le fut l'imprimerie) profondément ambivalente.

Au cœur du propos, on rencontre la responsabilité de l'Etat dans la régulation du marché, en un temps où la tradition de centralisation est assaillie par la domination des réseaux. Quelles finalités doit-il servir ? Selon quelle philosophie politique ? Selon quels rythmes ? Avec quel type d'intervention ? La question de la spécificité des cultures nationales ou régionales et de la protection de leur diversité – sans qu'on renonce, certes, à des aspirations universelles – est toujours essentielle.

A chaque pas surgit le problème des coûts et de qui les assume. Il n'existe jamais de gratuité réelle. La nature des chemins de circulation des financements (assurés par les citoyens comme consommateurs ou comme contribuables) est donc vitale, tout comme la défense, dans ce monde nouveau, des droits d'auteur sans lesquels tout se tarirait.

Résumés des communications

Pierre-Michel Menger

L'analyse comparée des politiques culturelles publiques en Europe conduit habituellement à identifier des modèles différents d'action à partir du croisement de deux critères principaux : celui du caractère centralisé ou décentralisé (ou fédéral) de l'action publique, et celui de la délégation de choix et d'action à des agences et des conseils publics indépendants (selon le modèle de l'arm's length) ou de l'exercice direct de la responsabilité par l'autorité ministérielle et son administration. Cette double distinction perd une partie de son pouvoir descriptif lorsque les politiques culturelles sont analysées dans leur évolution. Depuis un demi-siècle, les politiques culturelles se sont développées dans les démocraties parlementaires européennes de manière assez similaire. L'évolution peut être décomposée entre quatre étapes successives :

- 1) la construction d'une politique systématique d'offre culturelle à partir d'une définition restreinte de la culture éligible à l'intervention publique et à partir d'une conception verticale de la démocratisation par conversion ;
- 2) une décentralisation progressive de l'action publique, qui provoque une différenciation croissante de ses missions et de ses fonctions, et qui soumet à contestation le modèle universaliste et unanimiste initial ;
- 3) une révision du champ d'intervention légitime de l'action publique, qui déclare symboliquement obsolète l'une des hiérarchies fondatrices de la politique culturelle, celle qui opposait la culture savante, objet de protection à l'écart des lois du marché, à la culture de divertissement, gouvernée par les lois de l'économie industrielle ;
- 4) une justification croissante de la politique culturelle par ses contributions à la croissance économique et à l'équilibre de diversité sociale des nations, qui fonde en légitimité le pouvoir régulateur de l'action publique mais aussi les incitations à une expansion des « industries créatives » et les exigences d'évaluation des procédures et des résultats. D'une culture démocratisable à une culture socialement et économiquement soutenable : le chemin parcouru paraît modifier substantiellement les objectifs fondateurs. Mais cette lecture doit être complétée : l'inertie de l'action publique est beaucoup plus forte que ne le laissent supposer ces changements de paradigme.

Krzysztof Pomian

Après avoir constaté que la question concernant l'identité collective porte sur l'avenir, on montre qu'il en va de même avec le patrimoine : il est destiné en priorité aux générations futures. Il extériorise et rend visible les liens qui nous unissent d'une part à celles qui nous ont précédées et d'autre part à celles qui suivront - liens qui ne se réduisent ni à une succession dans le temps ni à une simple filiation génétique mais sont fondés sur une communauté de valeurs et de significations. On traite ensuite des éléments du patrimoine culturel et de la place de celui-ci dans le patrimoine commun de la nation. Suit une esquisse de l'histoire du patrimoine culturel en France depuis la Révolution, qui insiste sur le lien de l'accès au patrimoine avec les avancées de la démocratie. On s'arrête ensuite sur l'intérêt pour le patrimoine manifeste depuis quelques décennies pour en interroger la signification. Et on montre que c'est seulement après la perte graduelle par les idéologies de leur emprise sur les masses et sur les intellectuels suite à la sécularisation des mentalités pour l'ultramontanisme et le catholicisme rigoriste, suite à la Seconde Guerre mondiale pour les nationalismes monarchistes et racistes, et suite à la crise de l'avenir manifeste depuis la fin des années soixante-dix du XXe siècle, pour les espoirs révolutionnaires, et après les avancées de l'intégration européenne et de la mondialisation que l'identité nationale est devenue problématique et que le patrimoine culturel a acquis, pour la réflexion sur celle-ci, une centralité qu'il n'avait jamais eue auparavant, quand il n'intéressait que les spécialistes.

Jacques Revel

Les quarante dernières années ont vu un profond réaménagement des rapports entre culture et territoire. Il rompt avec des traditions solidement ancrées dans l'expérience historique singulière qui est celle de la France : une très ancienne centralité parisienne redoublée par une emprise durable de l'État sur les institutions, les productions et la diffusion culturelles. Ces conceptions ont fortement remises en cause pour toute une série de raisons, de nature différente sans doute, mais dont les effets ont été cumulatifs. De nouveaux acteurs sont apparus sur la scène culturelle, en particulier les collectivités territoriales, au premier rang desquelles les villes. La forme contractuelle a rendu possible des formes neuves de concertation et de coopération, mais aussi de spécialisation, entre les différentes instances et à tous les niveaux. On peut donc parler d'une déconcentration puis, dans un second temps, d'une véritable décentralisation de l'action culturelle publique.

Ce constat suffit-il à garantir une meilleure cohérence des politiques culturelles ? Dans un moment où le répertoire des productions et des pratiques s'est considérablement démultiplié à la faveur de cette mutation, une gouvernance culturelle « territorialisée » assure-t-elle des conditions plus satisfaisantes à la création et à la consommation ? Et en quel sens peut-on dire qu'elle est toujours territoriale ?

Le Comité d'histoire du Ministère de la culture

I - Missions et composition

Le Comité d'histoire du ministère de la culture et de la communication est une institution créée en vue de conserver et promouvoir l'histoire du ministère. La conviction qu'une administration se doit de réfléchir sur elle-même, sur son passé et sur ses racines, pour comprendre son présent et préparer l'avenir, est le fondement du comité.

Créé par l'arrêté du 11 mars 1993, le Comité d'histoire est placé auprès du ministre et est composé de trente-cinq membres nommés pour cinq ans renouvelables : il s'agit de fonctionnaires en exercice, d'anciens hauts fonctionnaires ou responsables d'établissements publics culturels, d'historiens ou de chercheurs universitaires.

Le Comité d'histoire a pour **missions** de :

- rassembler et faire connaître les travaux existant sur l'histoire du ministère chargé des affaires culturelles et des institutions qui sont placées sous sa tutelle ;
- susciter des recherches, des études, des travaux bibliographiques et des guides de sources, les publier et assurer leur promotion auprès du public ;
- organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;
- promouvoir la coordination des efforts des institutions et personnes qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;
- favoriser le rassemblement et la conservation des documents et des matériaux utiles à cette histoire ;
- conseiller le ministre et les directeurs d'administration centrale sur toute question ressortissant à l'histoire du ministère.

Les membres du Comité animent des groupes de travail où ils se retrouvent avec des historiens et des témoins de tel ou tel moment de la vie du ministère de la culture. La conduite du Comité est assurée par un **président et quatre vice-présidents**.

Le **secrétariat général** du Comité est assuré, autour de la secrétaire générale, par un secrétaire général adjoint, une chargée d'études, un chargé de documentation et une assistante.

D'anciens fonctionnaires du ministère collaborent aux différents programmes.

II - Activités

Les activités du Comité se font par grands programmes, et notamment dans le domaine des **archives orales**. En effet, depuis une cinquantaine d'années, l'intérêt pour « l'histoire immédiate » s'est développé en France et passe par le recueil de la parole des témoins. Cette pratique s'est étoffée au fil des années jusqu'à devenir une discipline reconnue. L'administration française s'intéresse depuis peu à cette nouvelle méthode pour retrouver ses sources et constituer son histoire. Très rapidement, le Comité a inscrit dans ses priorités la collecte des témoignages de personnalités ayant œuvré au ministère de la culture. Le secrétariat général du Comité a travaillé sur des périodes ministérielles (André Malraux, Jacques Duhamel, Michel Guy ou encore Jack Lang), sur la mise en place des Commissions régionales de l'Inventaire, sur « L'État et l'architecture » ou encore sur « L'action culturelle dans les villes nouvelles ». Un nouveau programme porte sur les anciens directeurs de l'architecture.

En outre, le Comité d'histoire s'efforce d'avoir une politique dynamique dans le domaine des **publications**. Il a créé en 1993 une collection à la Documentation française, intitulée « *Travaux et documents* » dans laquelle les travaux réalisés par le Comité ou sous sa direction sont publiés. Vingt-cinq ouvrages ont été édités dans ce cadre.

Enfin, le Comité collabore également avec différents auteurs et éditeurs sur des supports numériques (CD, DVD).

Le Comité d'histoire du Ministère de la culture

Le Comité s'efforce de faire connaître aux **agents du ministère** les moments forts de son histoire et les motivations des hommes qui ont contribué à la mettre en œuvre. C'est pourquoi le secrétariat du Comité rédige pour chaque numéro du bulletin d'information du personnel du ministère le portrait d'anciens responsables du ministère, à titre d'exemple Pierre Moinot, Marcel Landowski ou encore Robert Bordaz.

Il multiplie les contacts avec le **milieu universitaire** par le biais de rencontres, de soutien aux jeunes chercheurs et entretient des liens avec les autres comités d'histoire.

Les anniversaires ou célébrations nationales sont souvent l'occasion pour le Comité d'organiser des **colloques, séminaires, journées d'études**. C'est pourquoi l'organisation du colloque pour le cinquantenaire du Ministère lui a été confié.

III – Autres programmes en cours

Histoire du partenariat contractuel entre l'État et les collectivités locales dans le domaine culturel

L'objectif est de comprendre ce qui a été déterminant dans le développement des partenariats, qui ont joué un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques publiques pour la culture. La publication est en cours sous le titre : « *Une ambition partagée ? La coopération entre le ministère de la Culture et les collectivités territoriales 1959-2009* », et la présentation aura lieu au Sénat le 11 décembre 2009, en partenariat avec l'Observatoire des politiques culturelles.

Programme d'études sur l'action du ministre Jean-Philippe Lecat (1978-1981)

Ce chantier s'inscrit dans la lignée historique des travaux réalisés sur André Malraux, Jacques Duhamel et Michel Guy.

IV – Rappel de quelques publications

- *Culture et Communication : les missions d'un grand ministère*, par Maryvonne de Saint Pulgent, Ed. Gallimard (coll. Découvertes), février 2009.
- *André Malraux et l'architecture* (Travaux et documents n° 24), sous la direction de Dominique Hervier, Ed. Le Moniteur, 2008, 295 p.
- *Michel Guy, Secrétaire d'État à la culture, 1974-1976. Un innovateur méconnu* (Travaux et documents n° 22), par Michèle Dardy-Cretin, La Documentation française, 2007, 319 p.
- *La politique culturelle en débat. Anthologie, 1955-2005* (Travaux et documents n° 21), textes réunis et présentés par Geneviève Gentil et Philippe Poirrier, La Documentation française, 2006, 212 p.
- *Malraux ministre, au jour le jour. Souvenirs d'André Holleaux*. (Travaux et documents n° 17) La Documentation française, 2004, 187 p.
- *L'implantation du ministère de la Culture en région* (Travaux et documents n° 12), par Jean-Luc Bodiguel, La Documentation française, 2001, 345 p.



L'OPÉRA COMIQUE : UNE INSTITUTION, UN GENRE, UNE MISSION



Créé en 1714, l'Opéra Comique est l'une des plus anciennes institutions théâtrales et musicales de France. Ses premières saisons se déroulent dans les foires de la capitale. Ses spectacles légers et parodiques séduisent un large public, dans un contexte dominé par deux maisons prestigieuses et privilégiées : la Comédie Française et l'Opéra. Dans sa lutte contre la Comédie Italienne, l'Opéra Comique l'emportera avec des livrets, des partitions et un art théâtral d'une originalité et d'un raffinement croissants. Sa troupe compte une vingtaine de musiciens, autant de chanteurs et de danseurs, et rallie de grands artistes comme le librettiste Charles-Simon Favart et le décorateur François Boucher. Installé à l'Hôtel de Bourgogne en 1762, fréquemment invité à la cour de Louis XVI, il impose l'opéra-comique comme un genre éminemment français.

L'opéra-comique se définit comme un théâtre entrecoupé de morceaux chantés ou dansés. Il s'oppose donc à l'opéra, entièrement chanté. Son genre est fixé par un décret de 1807 et ses spécificités sont enseignées au Conservatoire jusqu'en 1991. Depuis 1864 cependant, les théâtres ne sont plus tenus de se limiter à un genre spécifique.

À partir de 1783, l'Opéra Comique occupe son propre théâtre, la salle Favart, qu'il quittera parfois pour des raisons budgétaires ou à cause des incendies qui le ravageront au XIX^e siècle. La période romantique voit l'Opéra Comique résister à la concurrence des salles parisiennes : ses œuvres et sa troupe entretiennent un esprit et un style qui s'exportent dans toute l'Europe. À la fin du siècle, l'institution domine la création musicale française en produisant les plus grands chefs-d'œuvre du répertoire :

Carmen, Les Contes d'Hoffmann, Lakmé, Manon, Pelléas et Mélisande parmi d'autres.

Conçue par Louis Bernier sur la parcelle occupée depuis l'Ancien Régime par l'Opéra Comique, la troisième salle Favart est inaugurée en 1898. Avec sa décoration éclectique et identitaire. Il s'agit alors du théâtre européen le plus moderne en matière d'équipement électrique et de sécurité.

Fragilisé par une subvention insuffisante, l'Opéra Comique est placé en 1936 sous la tutelle de l'Opéra de Paris. Il devient une succursale du puissant établissement au sein de la Réunion des théâtres lyriques nationaux. En 1971, Rolf Liebermann dissout la troupe et transforme la mission du théâtre qui accueillera tour à tour un Opéra Studio puis des productions de l'Opéra, dont en 1987 la recreation d'*Atys* de Lully : le renouveau baroque est dès lors associé à la charmante salle Favart. L'Opéra Comique retrouve son autonomie en 1990 et devient une association. Puis l'État décide de rendre à l'Opéra Comique sa juste place parmi les institutions culturelles françaises. Sous l'impulsion de Maryvonne de Saint Pulgent, présidente du conseil d'administration, l'Opéra Comique devient un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), inscrit sur la liste des théâtres nationaux en 2005.

En 2007, Jérôme Deschamps en prend la direction avec une triple mission : faire revivre le répertoire français, représenter les œuvres baroques et favoriser la création lyrique contemporaine. Il présente cette année sa troisième saison, fort d'un public diversifié qui a trouvé ou retrouvé le chemin de la salle Favart.

SAISON 2009-2010

FORTUNIO

MESSAGER

Louis Langrée
Denis Podalydès
les éléments
Orchestre de Paris
DÉCEMBRE

THE FAIRY QUEEN

PURCELL

William Christie
Jonathan Cohen
Jonathan Kent
Les Arts Florissants
JANVIER

BÉATRICE ET BÉNÉDICT

BERLIOZ

Emmanuel Krivine
Dan Jemmett
les éléments
La Chambre
Philharmonique
FÉVRIER-MARS

L'AMANT JALOUX

GRÉTRY

Jérémie Rhorer
Pierre-Emmanuel Rousseau
Le Cercle de l'Harmonie
MARS

MIGNON

THOMAS

François-Xavier Roth
Jean-Louis Benoit
accentus
Orchestre
Philharmonique
de Radio France
AVRIL

LES BOULINGRIN

APERGHIS

Jean Deroyer
Jérôme Deschamps
Klangforum Wien
MAI

PELLÉAS ET MÉLISANDE

DEBUSSY

Sir John Eliot Gardiner
Stéphane Braunschweig
The Monteverdi Choir
Orchestre
Révolutionnaire
et Romantique
JUIN



location : 0825 01 01 23 (0,15€/mn) / www.opera-comique.com

Principaux événements du cinquantenaire

En 2009, le ministère de la Culture et de la Communication fête son cinquantième anniversaire. Tout au long de l'année plus de cinquante manifestations très diverses se succèdent : expositions, animations, publications, colloques et conférences organisés aussi bien à Paris qu'en régions. Toutes les grandes manifestations nationales soutenues par le ministère déclineront la thématique du Cinquantenaire dans leur programmation. Ainsi, « La Fête de la musique » a été cette année placée sous le signe de « Cinquante ans de chanson française ».

Site internet : www.50ans.culture.fr

Un site internet présente, tout au long de l'année, l'ensemble des manifestations organisées aussi bien à Paris qu'en régions. Il est aussi un lieu de découverte des politiques culturelles depuis cinquante ans et de tous les établissements culturels (de métropole et d'outre-mer). Site ressource, il permet de consulter un grand nombre de vidéos et de photographies, grâce à des partenariats exclusifs avec l'Institut national de l'Audiovisuel, Radio France, l'Agence France Presse et la Réunion des musées nationaux.

Expositions

Dans l'espace d'exposition des Bons-Enfants, le ministère a présenté du 3 avril au 3 février une exposition évoquant les cinquante ans de politique culturelle en cinquante panneaux.

Dans ce même espace la Direction de l'architecture et du patrimoine a organisé d'avril à mai 2009 une exposition consacrée à cinquante créations architecturales emblématiques de la politique de la commande publique : *Architecture de la Culture, culture de l'architecture*.

Des clics sur la France d'hier, exposition de photographies issues du fonds de la médiathèque de l'architecture et du patrimoine, est présentée sur l'aire de Gourville (autoroute A11) pendant tout l'été 2009.

Le Centre national du Livre propose une exposition de portraits d'André Malraux réalisés par son photographe particulier.

A Paris, à partir du 18 juin, le musée du Montparnasse propose une exposition multimedia intitulée *Le dernier voyage d'André Malraux en Haïti* avec une présentation de peintures haïtiennes, pour lesquelles Malraux avait une grande admiration, au point qu'il leur a dédié un chapitre de « L'intemporel ».

Edition

Culture et communication : les missions d'un grand ministère : ouvrage de Maryvonne de Saint-Pulgent, présidente du Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication (éditions Découvertes/Gallimard). Parution le 5 février 2009.

Architecture de la culture, culture de l'architecture, aux éditions du Patrimoine (Direction du patrimoine et de l'architecture). Parution en mars 2009.

Cinquante ans d'expositions : les plus grandes expositions organisées par la Réunion de musées nationaux avec une iconographie exceptionnelle (éditions Rmn). Parution en novembre 2009.

Culture : cinquante ans, cinquante temps forts : ouvrage réalisé par la Délégation aux célébrations nationales sur les grands événements culturels qui ont marqué ces cinquante dernières années : inauguration de la première maison de la culture, ouverture du centre Pompidou, création des FRAC... Parution en novembre 2009.

Un hors série du magazine Beaux Arts est publié à l'occasion des 50 ans du ministère de la Culture et de la Communication : il est consacré à l'éducation artistique et culturelle et dévoile des exemples d'actions exemplaires de 200 établissements répartis sur l'ensemble du territoire : établissements publics, musées nationaux et monuments historiques. Parution en septembre 2009

Vidéo

Projection de quatre films de Jean-Marie Drot de la série *Journal de voyage avec André Malraux à la recherche des arts du monde entier* au Sénat le 13 mai. Les films projetés sont : *Les apprentissages d'un regard, Promenades imaginaires en Hollande avec Rembrandt, Dialogue imaginaire entre Malraux et Picasso : la tête d'obsidienne et Le dernier voyage d'André Malraux*.

1959-2009 : 50 ans de culture : 50 films de 1 minute retraçant les grandes réalisations mais aussi les temps forts et débats culturels majeurs depuis 1959. Réalisation : l'Institut national de l'Audiovisuel pour le Ministère de la culture et de la communication. Diffusion sur France 5 : septembre à octobre 2009

Art Lab, mini-série télévisée mettant en avant le travail de recherche sur les œuvres d'art co-produit par le Ministère de la culture et de la communication. Réalisation : Artworks production en étroite collaboration avec le Centre de recherche et de restauration des musées de France).

Principaux événements du cinquantenaire

Colloques

Journée d'hommage à Jacques Duhamel (1924–1977) à la Commanderie (Dole) qui accueille le 2 octobre historiens, personnalités politiques et anciens collaborateurs de celui qui fut ministre des Affaires culturelles de 1971 à 1973.

« Les politiques culturelles publiques du XXI^e siècle » organisé par le Comité d'histoire du ministère de la Culture et de la Communication, les 13, 14 et 15 octobre 2009, à l'Opéra comique.

« L'économie de la culture » organisé par le Département des études et de la prospective du ministère de la Culture et de la Communication à l'automne 2009.

« Archéologie des rivages méditerranéens : 50 ans de recherche » colloque en archéologie organisé par les DRAC Provence Alpes Côtes d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse à Arles du 28 au 30 octobre 2009.

La Direction régionale des Affaires culturelles de Languedoc-Roussillon propose, le 9 octobre à Montpellier, une journée de travail et d'échanges sur le thème « 50 ans de Ministère de la Culture, et ailleurs, et après ? ».

Commande publique

Mise en lumière de la place André Malraux à Paris : commande publique passée à Nathalie Junod-Ponsart par la Délégation aux Arts plastiques / Centre national des arts plastiques (décembre 2009)

Jeune public / Enseignement artistique

Clic ton patrimoine, concours photo organisé en juillet 2009 pour permettre aux jeunes accueillis dans les centres de loisirs de découvrir le patrimoine et d'exprimer sa créativité autour de photographies historiques.

Professions culture est une opération portes ouvertes organisée pour la première fois le 21 novembre 2009 dans les 120 établissements d'enseignement supérieur du ministère de la culture et de la communication.

50 ans.culture.fr : 50 ans de culture sur le web

Le site internet 50ans.culture.fr dédié au cinquantenaire du ministère de la Culture et de la Communication propose à la fois une plongée au cœur des cinquante années écoulées, une découverte du ministère aujourd'hui et de ses projets et un panorama des événements culturels en 2009.

Les six thématiques :

50 ans en quelques pages

Patrimoine, cinéma, théâtre, architecture, arts plastiques, archéologie, musique, médias, livre, musées... Les spécialistes du ministère de la Culture et de la Communication passent en revue 50 ans de culture en quelques pages. Dans chacun des domaines, ils nous livrent des écrits documentés, des analyses appuyées, des réflexions de fond, des chronologies nourries... A feuilleter au fil des disciplines.

Le Ministère d'hier et de toujours

D'André Malraux à Frédéric Mitterrand, vingt ministres se sont succédés au poste de ministre de la Culture et de la Communication. Ils se sont attachés à préserver, développer, défendre et rendre l'art et la culture accessibles à tous. Sous toutes leurs formes. Grâce au Ministère, hier, aujourd'hui et demain, la culture joue un rôle prépondérant dans notre société et incontournable dans nos existences. Les grands moments sont représentés sur une frise chronologique.

Le ministère aujourd'hui et demain

Une plongée au cœur du ministère de la Culture et de la Communication : ses missions et ses actions, ses créations (expositions, publications...), son implication dans le monde culturel et l'économie de la culture, son rayonnement à l'étranger, son investissement en régions... Le Ministère lève le voile sur toutes les énergies qui le portent pour promouvoir la culture aujourd'hui comme demain.

Galerie media

Photos et vidéos nous entraînent dans le monde culturel des cinquante dernières années. Un voyage à travers le temps à la rencontre des artistes les plus emblématiques, des bâtiments de la culture, des œuvres phares acquises par l'Etat ou restaurées, des moments phares, des affiches des grands événements culturels qui ont marqué les mémoires... Des images culturelles qui nous en mettent plein la vue !

Evènements 2009

Pour suivre les événements culturels de 2009. Le ministère de la Culture et de la Communication célèbre ses 50 ans... L'année 2009 est jalonnée, plus encore que les autres années, par des événements culturels. Les traditionnels Semaine de la langue française, *Fête de la musique*, *Rendez-vous aux jardins*, *Journées du patrimoine*... sont résolument tournés vers le cinquantenaire. De nombreuses autres manifestations les rejoignent sur le calendrier...

Les partenaires du cinquantenaire

L'Agence France Presse (AFP)

L'Agence France Presse déploie plus de 2.000 journalistes en France et à travers le monde. Ils sont les témoins privilégiés d'une actualité protéiforme où la violence côtoie le quotidien, l'insolite et le sublime. Où la culture occupe une place de choix. Ils contribuent à leur façon à un métissage culturel des plus foisonnants : En texte, photo et vidéo, ils illustrent la richesse de la création à Paris et dans les régions françaises, tout en retraçant les expressions artistiques les plus diverses dans les quelque 150 pays où ils sont implantés. Les journalistes de l'AFP rapportent les innovations, les émotions et les clins d'œil qui rythment les grands festivals de Cannes, Berlin, Venise, Sundance ou la cérémonie des Oscars. D'Avignon à Aix, de Bayreuth à Salzbourg, ils couvrent les grandes premières du théâtre et de l'art lyrique. Jour après jour, ils appliquent leur curiosité aux œuvres et expositions les plus marquantes, dans tous les domaines et sur tous les continents. Ils suivent aussi bien les musiques du monde, l'actualité de la bande dessinée et les nouvelles tendances de l'architecture. L'AFP a mis à disposition un corpus de photos de l'agence pour enrichir le site internet du Cinquantième anniversaire.



Radio France

A la fois relais d'information, soutien et acteur, Radio France occupe une place unique dans la vie culturelle française et européenne. Au-delà d'une couverture régulière de l'actualité culturelle, les chaînes de Radio France s'attachent à promouvoir, dans un souci de diversité, les jeunes talents et les nouvelles scènes. Elles offrent à leurs 13,5 millions d'auditeurs quotidiens une programmation musicale éclectique, de nombreux magazines et chroniques, et participent chaque année aux grands événements culturels : près de 400 festivals, 210 spectacles vivants, plus de 500 artistes et 100 avant-premières. Elles ont également créé sept prix, dans des domaines aussi variés que le cinéma, la littérature ou la BD. Radio France, c'est aussi quatre formations musicales de renommée internationale, qui donnent 200 concerts par an : l'Orchestre National de France, l'Orchestre Philharmonique, le Chœur et la Maîtrise.



France Télévisions

Le lien entre France Télévisions et la culture était naturel, il est aujourd'hui essentiel. Tous les jours, sur toutes ses chaînes, à tous les grands carrefours des grilles de programmes, la culture est présente comme une marque identitaire du groupe, marquant sa différence. France 2, France 3, France 4, France 5 et RFO proposent, des rendez-vous réguliers et de véritables événements culturels avec des soirées exceptionnelles dédiées à la culture, à la connaissance et à la découverte. Depuis la rentrée 2008, France Télévisions accentue son engagement en faveur de la culture sous toutes ses formes pour le public le plus large. France Télévisions célébrera le cinquantième anniversaire du Ministère de la culture sur ses antennes en diffusant notamment sur France 5 un programme court retraçant les événements culturels majeurs de ces 50 dernières années. France Culture a contribué au CD « La Culture en débat », 30 émissions diffusées par France Culture sur un demi-siècle de politique culturelle.



L'Institut national de l'audiovisuel (INA)

L'Institut national de l'audiovisuel s'associe aux 50 ans du ministère de la Culture et de la Communication. 50 courts-métrages, des centaines d'heures de vidéos, et un coffret CD / DVD : *l'Ina au cœur de l'image*.

1959, André Malraux est nommé, le premier, ministre des Affaires culturelles. Depuis, dix huit personnalités se sont succédées et toutes ont prôné une culture accessible à tous. Dans le droit fil, l'Ina rend accessible au plus grand nombre ses images et ses sons. C'est pourquoi, l'Ina s'associe aujourd'hui à la célébration de ce jubilé et propose de revoir à travers différents supports, cinquante années de vie culturelle et de création artistique. 50 courts métrages d'une minute seront diffusés sur France télévision et auront pour thème les pratiques culturelles des français (professionnels et amateurs, en solitaire ou en familles) par genre : la musique, le cinéma, les musées ou la littérature... Introduit par un court métrage historique, ainsi qu'une compilation sonore de grands débats réalisés par Emmanuel Laurentin, ces modules seront édités en coffret CD/DVD. Par ailleurs, plus de 1000 heures de vidéos, liées aux inaugurations des grandes créations et musées, à la politique ou aux événements culturels (le festival de Cannes, le lancement du Printemps des poètes, l'inauguration de la BnF, les discours remarquables des ministres qui se sont succédés...) sont mis en ligne sur le site spéciale du cinquantenaire du ministère, www.50ans.culture.fr, ainsi que sur ina.fr afin de permettre à tous de revoir et de mettre en perspective les images qui constituent le patrimoine culturel français.

